

Rwanda: Arte aggrave la confusion

Au cours de cette soirée thématique sur le Rwanda, la sociologue Claudine Vidal a la sincérité de reconnaître que, «mentalement, tout le monde est vaincu». Elle aurait aussi bien pu dire que, «moralement, tout le monde est défait». Seulement, pour parler du troisième génocide du siècle, le premier après Auschwitz, et de la promesse («Plus jamais ça!») que l'humanité s'était faite à elle-même, Arte a préféré la sécurité morale d'une soirée bien-pensante aux aléas d'une radicale remise en question. Une hécatombe inexplicquée, le massacre planifié de 800 000 Tutsis, a eu lieu au Rwanda en 1994. Après ces quatre heures de télé, on se couche le cœur lourd et la tête brouillée d'images pénibles et de bouts d'arguments sans début ni fin. Arte ne s'est pas donné les moyens, ni matériels ni conceptuels, de nous éclairer sur ce génocide africain.

Arguments fallacieux. Pourtant, les apparences y sont. Dans une introduction didactique de douze minutes (*Le dessous des cartes*), géographie, histoire et politique défilent. Dans ce tourbillon, on saisit trois arguments. Premièrement, «rien» ne distingue les Hutus des Tutsis, ni langue, ni religion, ni même l'histoire précoloniale. Ce qui est faux: une distinction d'ordre plutôt social existait qui fut «racialisée» par les colons belges. Deuxièmement, le génocide de 1994 ne s'explique pas par la trop forte pression foncière ou d'autres données socio-économiques, mais par le «régime totalitaire» du général-président Juvénal Habyarimana, qui, en place depuis 1973, a «connu son apogée (?) dans les années



Kizi, en 1996. En 1994, au Rwanda, 800 000 Tutsis ont été massacrés par des Hutus.

l'impunité, la justice refusée, et se demandait si l'explication était le manque de moyens des nouvelles autorités ou la mauvaise volonté de la communauté internationale. A l'époque, l'idée monstrueuse selon laquelle le génocide servirait d'inépuisable manteau de légitimité au «nouveau régime» à Kigali avait seulement été effleurée, dans certains propos, comme hypothèse sous-jacente. Aujourd'hui, il n'est plus admissible que le téléspectateur n'apprenne pas que les deux protagonistes rwandais du film, l' procureur de la République et un militant des droits de l'homme, ont dû s'exiler et ne survivraient pas à un retour au Rwanda de

«banaliser» le génocide de 1994, fait que les mêmes causes qui ont mené hier au génocide (dictature ethnique, impunité, déni de justice, massacres et attentats ciblés) sont aujourd'hui perçues comme des séquelles et non comme des symptômes. Ces causes ne seraient que les conséquences de la tentative d'extermination des Hutus. Pourtant, comme le rappelle, dans des entretiens qui suivent

«Pour vivre, il faut exterminer: cette règle a été affirmée, elle a été baptisée dans le sang de un million de morts. Elle n'a jamais été révoquée.»
Françoise Sautrier, MSF

le documentaire, Ahmedou Ould Abdallah, l'ex-représentant de l'ONU au Burundi, les pays des Hutus et des Tutsis sont depuis quarante ans des terres à massacres récurrents. Dans l'escalade de ces tueries, l'assassinat de l'«autre» est devenu le seul moyen d'assouvir

donc en tirer les conséquences pour le passé et pour le présent. Sinon, tout se confond: les dates et les lieux s'effacent, les morts et leurs assassins restent anonymes. **Confusion.** Le dernier quart d'heure de la soirée, après un documentaire belge (une rediffusion également) ayant le mérite de rappeler l'apparente banalité de l'ancien régime et l'occultisme de ses soutiens extérieurs, illustre cette confusion. Sur les belles photos d'Alex Cordesse, on entend tantôt propagande haineuse de la Radio des Mille Collines, soit l'ancien régime, tantôt la voix off des prisonniers hutus (130 000 «génocides» présents) du nouveau régime. Dans la forme ni sur le fond, il n'opère de distinction, on ne sait plus qui est qui.

LIBERATION 12/2/98